

Rapport annuel Jahresbericht

—
2020



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Ministère public MP
Staatsanwaltschaft StA**

Table des matières

1.1	Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2020	4
1.1.1	Partie générale	4
1.1.2	Tableaux statistiques	14
1.1	Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2020	16
1.1.1	Allgemeines	16
1.1.2	Statistische Tabelle	26

Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration du Ministère public du canton de Fribourg pour l'année 2020.

Fribourg, le 20 janvier 2021

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2020

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

Au sortir de 2019, le Ministère public qualifiait l'année échue d'éprouvante. Il ne peut que relever que la situation ne s'est pas améliorée en 2020 et qu'aucune embellie ne semble promise à brève échéance. Certes la Direction de la sécurité et de la justice a décidé d'octroyer pour 2021 un demi-poste (0.5 EPT1) de greffier pour décharger les cellules économiques ; il s'agira d'une aide bienvenue, qui ne suffira cependant pas à inverser l'impression d'une charge de travail à la limite des capacités du Ministère public.

Selon les chiffres de l'année 2020 et en comparaison de l'année précédente, le Ministère public a connu une diminution du nombre des procédures enregistrées (- 1'233 unités), principalement celles concernant ses dossiers contraventionnels (ex : loi fédérale sur le transport des voyageurs) ou celles relevant de la loi fédérale sur la circulation routière. Cette diminution a entraîné une stabilité des dossiers pendants au 31 décembre 2020 (+ 15 unités), des ordonnances pénales définitives (- 497 unités) et de la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement à 59.91% (+ 0.41 points). Enfin, les renvois aux Tribunaux d'arrondissement se sont un peu réduits (- 33 unités) et le nombre de détenus a quelque peu diminué (- 23 détenus), mais le nombre de jours de détention demeure toujours très élevé (19'734 en 2020 contre 19'973 en 2019).

De manière générale, la crise sanitaire a eu un impact modéré sur le fonctionnement du Ministère public. Bien sûr, il a fallu organiser le travail à distance en développant de nouvelles solutions, renvoyer voire annuler nombre d'auditions et assurer en même temps la poursuite des instructions en cours ou nouvellement ouvertes, enfin informer et rassurer les partenaires ainsi que les justiciables sur les démarches mises en œuvre compte tenu de l'évolution de la pandémie. S'il y est parvenu, le Ministère public a pu compter sur l'engagement toujours aussi important et précieux de l'ensemble de son personnel. Ce rapport permet aussi d'adresser aux procureurs² et collaborateurs de chaleureux remerciements pour le travail fourni.

2020 a également vu la réélection du procureur général pour un troisième et dernier mandat qui court de janvier 2021 à décembre 2025. Quant à eux, la procureure générale adjointe et le procureur général adjoint ont été confortablement réélus pour un deuxième mandat. La confiance du Grand Conseil honore les précités.

1.1.1.2 Les activités générales

1.1.1.2.1 En général

	2020	2019
Procédures enregistrées ³ en	14'445	15'678
Procédures pendantes au 31.12.	4'594	4'579
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ⁴	652	472

¹ Equivalent plein temps.

² Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement les deux genres.

³ Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

⁴ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

1.1.1.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

1.1.1.2.2.1 Procédures enregistrés

Répartition des procédures enregistrées	2020	2019
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	14'416	15'630
Procédures du Tribunal pénal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	8	5
Procédures du juge d'application des peines ⁵	21	43
Total	14'445	15'678

	2020	2019
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12'954	14'114
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'491	1'564

	2020	2019
Procédures enregistrées en français	12'333 (85.38%)	13'341(85.09%)
Procédures enregistrées en allemand	2'112 (14.62%)	2'337 (14.91%)

1.1.1.2.2.2 Procédures pendantes

	2020	2019
en instruction (sous la compétence du procureur)	4'422	4'430
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	172	149
Total	4'594	4'579

1.1.1.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2020	2019
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	652 (dont 84 procédures suspendues)	472 (dont 67 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2020, de l'année :

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
1	1	5	6	19	28	55	105	432	652

⁵ Ci-après JAP.

1.1.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

1.1.1.2.3.1 En général

	2020	2019
Ordonnances de non entrée en matière	1'613	1'930
dont les cas de levée de corps	125	172
Ordonnances de suspension	915	1'105
Ordonnances de classement	762	898
Ordonnances pénales	9'366	9'749
Actes d'accusation	350	383
Confiscations indépendantes	0	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	21	60
Décisions de dessaisissement	601	602
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	1	11
Décisions de renvoi à la police cantonale	327	254
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	2'849	3'241
Commissions rogatoires nationales	14	33
Commissions rogatoires internationales	95	85
Classements sans suite	148	125

1.1.1.2.3.2 Ordonnances pénales

	2020	2019
Ordonnances pénales et de conversion		
Ordonnances pénales définitives	8'805	9'302
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	561	447
Total	9'366	9'749

1.1.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2020	2019
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	203	198
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	57	96
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	7	5
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	10	5
Actes d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	73	78
	0	1
Total	350	383

1.1.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

Ordonnances du JAP	2020	2019
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté	0	11
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	0	3
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général	19	41
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	0
Autres ordonnances du JAP	2	5
Total	21	60

1.1.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2020	2019
0 à 1 mois	20.31%	21.02%
1 à 2 mois	23.73%	21.28%
2 à 3 mois	15.87%	17.20%
3 à 6 mois	23.93%	25.59%
6 à 12 mois	11.39%	10.92%
12 à 18 mois	2.77%	2.29%
18 à 24 mois	1%	0.78%
24 à 36 mois	0.46%	0.51%
Plus de 36 mois	0.54%	0.41%

1.1.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions⁶

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2020	2019
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	15	11
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	12	6
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	636	810
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	50	53
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	2'328	2'321
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	175	120
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	47	36
Autres infractions du code pénal	3'036	3'273
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4'311	4'761
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1'511	1'891
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	1'384	1'724

⁶ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

	2020	2019
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2'331	2'764
Autres infractions à d'autres lois spéciales ⁷	2'741	3'154
Infractions « Covid-19 »	501	---

1.1.1.2.4 Détention provisoire

	2020	2019
Nombre de personnes en détention provisoire	196	219
Nombre de jours de détention	19'734	19'973

1.1.1.2.5 Recours

	2020	2019
Recours interjetés par les procureurs		
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	5	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	12

1.1.1.2.6 Défenseurs

	2020	2019
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	304 45	317 53

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

1.1.1.2.7 Contrôle du procureur général

	2020	2019
Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs		
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	3	2
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	5	2

1.1.1.3 Le personnel

1.1.1.3.1 En général

Au 31 décembre 2020, le Ministère public compte 60.2 (EPT) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14.5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (15.9 EPT) et les collaborateurs

⁷ Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

administratifs des procureurs (15.3 EPT) ainsi qu'une conseillère économique (0.9 EPT) ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (5.1 EPT), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (4 EPT) et l'apprentie (1 EPT). Au total, ce sont 83 personnes qui travaillent au Ministère public.

1.1.1.3.2 Coronavirus

La crise sanitaire a entravé la bonne marche du Ministère public ; une directive a été édictée par le procureur général et des communications faites aux avocats et aux justiciables. Mais les incidences de la pandémie ont été modérées sur les procédures.

Durant la première vague, quelque 100 auditions ont été reportées et 30 séances de tribunal auxquelles les procureurs devaient participer ont été annulées. Le volume des dénonciations a diminué au cours de cette période par rapport aux années précédentes (- 448 procédures en comparaison de l'année 2019) et le nombre d'affaires liquidées a dépassé celui du nombre d'affaires enregistrées (+ 147 procédures). Le ralentissement de l'activité judiciaire de la Police cantonale a ainsi eu un effet bénéfique pour le Ministère public qui a aussi pu rattraper ses retards.

Lors de la reprise ensuite de la première vague, le Ministère public a dû composer avec un grand nombre de dénonciations en lien avec le coronavirus. La crise sanitaire a en effet entraîné l'émergence de nouvelles infractions notamment liées à la transgression des règles émises par les autorités pour freiner la propagation du virus. Quelque 541 procédures ont été concernées par la première vague. Outre ces nouveaux comportements délictueux, des dénonciations (20 procédures) concernant des « prêts Covid » qui avaient été perçus indument sont aussi parvenues au Ministère public qui redoute désormais que ces cas ne viennent encore charger ses cellules économiques.

De mai à mi-août 2020, le Ministère public a aussi dû garder fermées deux de ces cinq salles d'audition.

S'agissant de la deuxième vague (période d'octobre à décembre), le nombre global des procédures enregistrées n'a que faiblement diminué en comparaison aux années passées (- 165 unités par rapport à l'année 2019) alors que les liquidations ont été légèrement plus élevées (+ 120 unités par rapport à l'année 2019). Si compte tenu de son état d'avancement et donc du manque de recul, il serait hasardeux de déjà définir les conséquences de cette deuxième vague sur l'activité judiciaire du Ministère public, la situation paraît néanmoins en l'état maîtrisée. Cette maîtrise s'est faite toutefois au prix d'un effort énorme des procureurs et de leurs collaborateurs, effort qui s'est traduit en fin 2020 par un sentiment d'épuisement. Toutefois la charge de travail et d'autres considérations d'ordre professionnel n'en sont pas les seules causes, puisque celles-ci doivent assurément aussi être recherchées dans la lassitude qui gagne en général la population face à la crise sanitaire et à ses entraves.

1.1.1.3.3 La Direction du Ministère public

La Direction du Ministère public avait souhaité continuer à proposer en 2020 des formations à son personnel. En début d'année, le procureur spécialiste Philippe Barboni et ses greffières ont ainsi dressé un état de la situation en matière de stupéfiants. Une seconde formation a également été mise sur pied en « programmation neuro-linguistique (PNL) », animée par un intervenant externe. Les formations ont ensuite cessé pour le reste de l'année.

Les autres chantiers ont été ralentis ou mis en attente en raison de la crise sanitaire. Ainsi, dans le cadre des évaluations annuelles de son personnel, le Ministère public s'était proposé comme service-pilote de recourir aux nouveaux formulaires d'évaluation préparés par le Service du personnel et d'organisation ; ces évaluations ont cependant été mises entre parenthèse.

En 2020, le procureur général a conduit un rapport sur l'année 2019 et 41 séances de direction, dont un grand nombre en visioconférence. Si aucune séance plénière des procureurs n'a été convoquée, le procureur général a néanmoins tenu 4 séances avec une délégation de procureurs désignés pour l'occasion « chefs d'étage », afin de les associer aux mesures internes de lutte contre la crise sanitaire. Enfin, le procureur général a rencontré, en cours d'année, l'ensemble des procureurs lors de séances bilatérales et formalisées. Pour le surplus, outre les communications ponctuelles en lien avec la pandémie, une information interne a continué à être assurée hebdomadairement au travers

des *actualités* du site intranet du Ministère public. Au 31 décembre 2020, le Ministère public comptait 35 directives (dont 23 publiées sur son site internet⁸) et 43 marches à suivre.

En cours d'année, le Ministère public a répondu à 11 consultations concernant des avant-projets ou des modifications de lois fédérales et cantonales ainsi que des questions de députés. Il a aussi renoncé à répondre à sept consultations fédérales et cantonales, soit que les modifications lui convenaient parfaitement, soit qu'elles n'avaient aucune incidence sur l'activité des autorités de poursuite pénale.

En 2020, poursuivant sa collaboration initiée l'année précédente avec l'association médiation Fribourg, le Ministère public a soumis des dossiers à la médiation en vue de rechercher un règlement du litige qui oppose les parties lorsqu'il apparaissait que le différend avait des origines plus anciennes que les faits dénoncés (notamment en cas de conflit entre voisins ou gens d'une même famille). Un bilan de cette phase-pilote sera effectué en 2021.

Le Ministère public a continué à être impliqué dans les travaux d'analyse du Pouvoir judiciaire conduits par le Service de la justice et auxquels participent le procureur général et la greffière-chef. La deuxième partie des travaux a débuté et devrait s'achever dans le courant de l'année 2021.

Président de la Conférence des procureurs de Suisse⁹ de 2016 à 2019, le Procureur général est redevenu un (simple) membre du comité au 1^{er} janvier 2020, avant d'être élu à la vice-présidence en novembre 2020, en raison du départ du titulaire de cette fonction. Dans un contexte où le fédéralisme montre ses limites, que ce soit au niveau sanitaire, de la lutte contre certains phénomènes globalisés (cybercriminalité, terrorisme) ou encore de l'harmonisation de l'informatique judiciaire des différents cantons et de la Confédération, une forte implication fribourgeoise dans cette conférence est nécessaire. Fribourg a l'avantage d'être un canton baigné des cultures francophone et germanophone, ce qui permet à ses ressortissants de trouver des solutions pragmatiques qui réunissent les différentes parties de la Suisse. En tant que président du groupe de travail « harmonisation des sanctions » de la CPS, le procureur général a rapidement pu amener la Conférence à adopter en lien avec les mesures destinées à lutter contre la propagation du coronavirus un tableau de recommandations de peines qui a reçu un accueil favorable partout en Suisse. Pour le compte de la CPS, le procureur général a également pris part à deux audiences devant la Commission des affaires juridiques du Conseil national, concernant le Code de procédure pénale et la question des expulsions pénales. Il siège également dans la Commission des affaires juridiques pénales rattachée à la Conférence cantonale des Directrices et Directeurs de la Justice et de la Police ainsi que dans le groupe de travail « financement surveillance téléphonique ». Outre ces fonctions, le procureur général est toujours président de l'Association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, ainsi que membre de la commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ) et des COPIL e-Justice et analyse PJ. Il est enfin intervenu comme conférencier dans le cadre du CAS en management public dispensé par le Professeur Yves Emery.

La procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach est membre de la commission criminalité économique (WIKRI) de la CPS. Avec le greffier-chef, elle représente le canton de Fribourg au sein du groupe de travail romand dédié à la formation des interprètes. Sur le plan cantonal, la procureure générale adjointe est membre du Conseil cantonal de prévention et de sécurité, de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, des groupes de travail « dialogue santé-justice », « accompagnement et décès » (institués en lien avec la pandémie) ainsi que « levées de corps ». Enfin, elle est aussi enseignante auprès du Centre interrégional de formation de police¹⁰ et elle dispense des cours aux avocats-stagiaires.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est membre du Conseil de la magistrature, du bureau de la Conférence latine des procureurs¹¹, bureau dont il est devenu président le 1^{er} octobre 2020, ainsi que de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie), notamment en lien avec les questions de circulation routière (groupe auquel participent aussi la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière et les Préfectures), en matière de lutte contre la criminalité organisée ainsi que de convoyage des détenus. Il est également l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise et de l'Ecole

⁸ www.fr.ch/mp.

⁹ Ci-après CPS.

¹⁰ ci-après CIFPol.

¹¹ Ci-après CLP.

romande de la magistrature pénale. Il fonctionne aussi comme intervenant lors du CAS en justice des mineurs. Enfin, il est enseignant auprès du CIFPol et il participe à ses procès fictifs.

En charge principalement de la gestion du personnel, la greffière-chef Isabelle Chablais est aussi membre du comité de projet relatif à l'analyse du Pouvoir judiciaire. Affecté à la mise en place des processus métier et à l'uniformisation des pratiques internes, le greffier-chef Raphaël Brenta est également membre de la « commission judiciaire » instituée par la Police cantonale et il a participé aux travaux du groupe cantonal chargé de préparer la mise en œuvre de la loi fédérale sur les victimes de violences, travaux qui ont pris fin au printemps 2020. Enfin, comme responsable de l'administration générale et du service comptable, le chef de chancellerie Mathieu Chappuis est aussi membre du bureau informatique des autorités judiciaires, du COSPEC (comité spécialisé) e-Justice ainsi que des commissions de bâtisse de la Caisse de prévoyance de l'Etat.

Agissant comme porte-parole du Ministère public, le greffier-chef et la greffière Murielle Decurtins ont répondu aux sollicitations des médias (152 en 2020 contre 126 en 2019), et ils ont rédigé et diffusé 5 communiqués de presse (également 5 en 2019). Par ses greffiers Serge Molliet et Aline Frossard, le Ministère public a également organisé 52 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes (67 en 2019). Enfin, le greffier-chef est membre de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministère publics (CCCMP/SKIS), dont il a quitté le comité en novembre 2020.

1.1.1.3.4 Les procureurs

Au 1er janvier 2020, Stéphanie Amara est entrée en fonction comme procureure. Auparavant greffière au sein du Ministère public puis procureure ad hoc, elle a bénéficié de ces expériences pour débiter efficacement dans ses nouvelles fonctions et s'assurer une intégration réussie. Par ailleurs, la greffière Sonja Hurni a poursuivi son mandat de procureure ad hoc à 60% jusqu'à fin juin 2020, au retour de la procureure Catherine Christinaz suite à son arrêt de travail.

En 2020, plusieurs procureurs ont continué à occuper des fonctions d'enseignant :

- auprès du CIFPol : Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- auprès du Département de pédagogie spécialisée de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;
- auprès de l'Association des avocats-stagiaires fribourgeois (préparation à l'examen de droit pénal et de procédure pénale) : Jean-Luc Mooser ;
- et auprès de l'Institut et Haute Ecole de la Santé, comme chargée de cours : Stéphanie Amara.

Il convient aussi d'énumérer les mandats des procureurs dans différentes institutions, commissions et autres groupes de travail :

- Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- Commissions de la CPS et de la CLP : Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Groupe de travail crime organisé et Groupe de travail psychiatrie et médecine forensique), Patrick Genoud (Commission transports), Catherine Christinaz (COMAMAL, Groupes de travail crime organisé et sécurité des magistrats), Jean-Frédéric Schmutz et Philippe BARBONI (COMASTUP) ;

- Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT) : Catherine Christinaz ;
- Commission cantonale contre la violence domestique : Marc Bugnon ;
- Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Catherine Christinaz ;
- Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- Groupe de travail « lutte contre les incivilités » : Christiana Dieu-Bach ;
- Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- Groupe de travail en matière de travail au noir : Patrick Genoud ;
- Commission de recours de l'Université : Markus Julmy (président) ;
- Groupe de travail « FMÜ Architekturboard » : Frédéric Chassot ;
- Groupe de travail « Cybercase » : Frédéric Chassot ;
- Groupe de travail RH dans le cadre du projet « Politique du personnel » : Marc Bugnon ;
- Groupe de travail avec la police « Discrimination et haine à l'encontre de minorités LGBT+ » : Stéphanie Amara.

1.1.1.3.5 Les collaborateurs

En 2020, le Ministère public a fait engager comme secrétaires Laurie Chevalley, Kyra Rappo, Nicole Bort, Louise Reymond, Jeanine Trinchan, Coline Barbey et Claire Devaud, comme greffiers Linda Mantelli, Simon Nikles, Pascal Betticher et Noémie Nein. Il a engagé une nouvelle apprentie, Cosette Roulin. Toujours dans le courant de l'année, le Ministère public a accueilli huit juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois – en retardant toutefois l'entrée en fonction de plusieurs stagiaires dont l'arrivée au Ministère public était prévue durant le semi-confinement du printemps -, deux étudiants universitaires pour un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire et quatre aspirants CIFPol de la Police de sûreté, à chaque fois pour un stage d'un jour.

1.1.1.3.6 Le service comptable

En 2020, le service comptable du Ministère public a accordé 2'121 (2'169 en 2019¹²) paiements par acomptes, il a effectué 4'431 (4'947) rappels et 1'368 (930) rappels de solde, il a requis 312 (342) poursuites et il a traité 2'849 (3'241) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2020 à CHF 6'274'074.86 (CHF 6'772'831.38) alors qu'il avait été budgétisé à CHF 7'663'000.00 (7'427'700.00). Ainsi, le montant encaissé par les conversions d'amende s'est établi à CHF 1'081'662.51 (CHF 1'420'905.39). Le service comptable a enfin comptabilisé durant l'année 2020 93'749 (104'281) écritures.

1.1.1.4 Divers

La crise sanitaire a aussi entraîné l'accélération de changements internes. Des ordinateurs portables ont ainsi été remis à l'ensemble du personnel.

A la fin du printemps, le Ministère public a mené une enquête interne sur le télétravail, enquête qui lui a permis de connaître quelles avaient été les expériences de son personnel lors de l'exécution de son travail à distance durant le semi-confinement et quelles sont ses attentes lors de l'exécution de son travail dans cette configuration. Cette enquête

¹² Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2019 dans ce chapitre.

lui a aussi permis de définir par fonction l'ensemble des tâches qui sont réalisables en télétravail. Quelque 20% des procureurs et collaborateurs ont décidé durant l'été de poursuivre une activité partielle en télétravail, moyennant la signature d'une convention, avant qu'une aggravation de la situation sanitaire ne contraigne à nouveau le Ministère public à faciliter le télétravail.

Finalement, sur le plan informatique, le Ministère public a délégué une secrétaire de procureur aux tests actuellement menés par le service informatique de la Confédération en vue de développer une nouvelle version de l'application « VOSTRA » (Projekt NewVOSTRA), à savoir le casier judiciaire en ligne. Il a aussi intégré la plateforme « goAML », qui est l'outil de communication sécurisé mis en place par le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) pour l'échange de documents (dénonciations et ordonnances) entre ce service et les autorités judiciaires des cantons.

1.1.1.5 Défis et perspectives

Le Code de procédure pénale rend le travail de la police et des procureurs difficile. Il est étonnant du reste de relever la discordance entre la volonté populaire de voir les crimes combattus avec énergie par les autorités et la volonté du législateur de doter lesdites autorités d'un outil peu performant en matière de recherche de la vérité. La procédure pénale est devenue dogmatique et conduit parfois à des résultats insatisfaisants. Le Ministère public appelle dès lors de ses vœux que les prochaines modifications du Code de procédure pénale n'entraient pas encore plus les activités de la police et des procureurs.

Les interprètes jouent un rôle important dans la procédure. Ils bénéficient depuis 2017 d'une formation – axée exclusivement sur le droit pénal et la procédure pénale - organisée et dispensée par un groupe de travail composé de représentants des Ministères publics de Suisse romande. Si le Service de la justice a fixé sur le plan cantonal le tarif horaire des interprètes, le Ministère public appelle toutefois de ses vœux la mise en vigueur d'une réglementation détaillée pour les autorités judiciaires de sorte qu'elles puissent assurer une rémunération uniforme des interprètes lors de leur engagement ponctuel et éviter des pratiques différentes notamment en cas d'annulation ou report de l'audition.

Enfin, le Ministère public rappelle l'importance capitale du développement de l'informatique pour les années à venir. Il observe que de très nombreux projets sont en cours, au niveau fédéral (HIJP, Justitia 4.0) ou cantonal (programme e-Justice) et que ces projets sont très gourmands en force de travail métier. Outre ces projets tournés vers l'avenir, l'utilisation journalière de l'informatique nécessite également la présence d'un personnel compétent en la matière dans chaque autorité judiciaire. Or les postes attribués à ces autorités ne sont pas destinés au support, mais au traitement des dossiers dont le nombre ne diminue pas. Il y a lieu de ne pas sous-estimer les besoins des autorités judiciaires en personnel qui puisse se consacrer aux tâches informatiques et de réfléchir à doter le Pouvoir judiciaire d'une cellule composée d'informaticiens métier qui dépanneraient de manière efficace les utilisateurs et les soutiendraient dans la recherche des développements nécessaires.

Annexe

1.1.2 Tableaux statistiques

Procédures enregistrées	14'445
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12'954
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'491
Procédures enregistrées en français	12'333
Procédures enregistrées en allemand	2'112
Procédures enregistrées et ordinaires	14'416
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	8
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	21
Procédures pendantes	4'422
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	172
Ordonnances de non entrée en matière	1'613
Ordonnances de classement	762
Ordonnances de suspension	915
Confiscations indépendantes	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	602
Commissions rogatoires nationales	14
Commissions rogatoires internationales	95
Ordonnances pénales définitives	8'805
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	561
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	2'849
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	203
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	57
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	7
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	10
Acte d'accusation, procédure simplifiée	73

Ordonnances définitives du juge d'application des peines	21
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	0
Nombre de personnes en détention provisoire	196
Nombre de jours de détention	19'734
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	5
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	3
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	5

Fribourg, le 20 janvier 2021

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2020

1.1.1 Allgemeines

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Ende 2019 bezeichnete die Staatsanwaltschaft das vergangene Jahr als anstrengend. Die Situation hat sich im Jahr 2020 nicht verbessert und es ist in unmittelbarer Zukunft auch keine Verbesserung zu erwarten. Obwohl die Direktion für Sicherheit und Justiz entschieden hat, für das Jahr 2021 eine halbe Gerichtschreiber-Stelle (0,5 VZÄ¹³) eines Gerichtsschreibers zu bewilligen und so die Einheiten des Wirtschaftsstrafrechts zu entlasten, ist darauf hinzuweisen, dass diese Massnahme nicht ausreichen wird, um den Eindruck einer andauernden, an der Belastungsgrenze liegenden Arbeitslast der Staatsanwaltschaft zu zerstreuen.

Gemäss den Zahlen für das Jahr 2020 im Vergleich mit jenen vom Vorjahr verzeichnet die Staatsanwaltschaft einen Rückgang der registrierten Verfahren (- 1'233 Einheiten). Der Rückgang betrifft vor allem Verfahren im Bereich des Übertretungsstrafrechts (beispielsweise im Zusammenhang mit dem Bundesgesetz über die Personenbeförderung) oder Straftatbestände im Bereich des Strassenverkehrsrechts. Dieser Rückgang führte zu einer Stabilisierung der Anzahl der am 31. Dezember 2020 anhängigen Fälle (+ 15 Einheiten), der Anzahl der rechtskräftigen Strafbefehle (- 497 Einheiten) und des Anteils der innerhalb von drei Monaten seit ihrer Registrierung abgeschlossenen Fälle bei 59,91 % (+ 0,41 Punkte). Schliesslich sind die Überweisungen an die Bezirksgerichte leicht zurückgegangen (- 33 Einheiten) und die Zahl der Inhaftierten ebenfalls (- 23 Inhaftierte), wobei die Zahl der Hafttage sehr hoch bleibt (19'734 im Jahr 2020 gegenüber 19'973 im Jahr 2019).

Im Allgemeinen hat sich die Gesundheitskrise mässig auf die Arbeit der Staatsanwaltschaft ausgewirkt. Nichts desto trotz war es notwendig, die Heimarbeit zu organisieren, eine Reihe von Einvernahmen zu verschieben respektive abzusagen und gleichzeitig die Fortsetzung laufender oder neu eingeleiteter Strafverfahren zu gewährleisten sowie Partner und Prozessbeteiligte über die angesichts der Entwicklungen der Pandemie unternommenen Schritte zu informieren und zu beruhigen. Dies konnte nur gelingen, weil die Staatsanwaltschaft auf das anhaltende Engagement all ihrer Mitarbeiter zählen konnte, welches nach wie vor wichtig und wertvoll ist. An dieser Stelle wird den Staatsanwälten¹⁴ und Mitarbeitern ganz herzlich für ihr Engagement sowie die geleistete Arbeit gedankt.

Im Jahr 2020 wurde auch der Generalstaatsanwalt für eine dritte und letzte Amtszeit, von Januar 2021 bis Dezember 2025, wiedergewählt. Ebenfalls wurden die stellvertretende Generalstaatsanwältin und der stellvertretende Generalstaatsanwalt für eine zweite Amtszeit wiedergewählt. Das Vertrauen des Grossrats ehrt die Vorgenannten.

1.1.1.2 Die Tätigkeiten

1.1.1.2.1 Im Allgemeinen

	2020	2019
eingetragene Verfahren ¹⁵	14'445	15'678
hängige Verfahren am 31.12.	4'594	4'579
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ¹⁶	652	472

¹³ Vollzeitäquivalente.

¹⁴ Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird im vorliegenden Bericht nur die männliche Form verwendet. Gemeint ist stets sowohl die männliche als auch die weibliche Form.

¹⁵ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

¹⁶ d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

1.1.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

1.1.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

	2020	2019
Verteilung der eingetragenen Verfahren		
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'416	15'630
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	8	5
Verfahren des Strafvollzugsrichters	21	43
Total	14'445	15'678

	2020	2019
Verfahren gegen bekannte Täter	12'954	14'114
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'491	1'564

	2020	2019
französischsprachige Verfahren	12'333 (85.37%)	13'341 (85.09%)
deutschsprachige Verfahren	2'112 (14.63%)	2'337 (14.91%)

1.1.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2020	2019
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'422 172	4'430 149
Total	4'594	4'579

1.1.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2020	2019
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	652 (davon 84 suspendierte Verfahren)	472 (davon 67 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2020 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, nach Jahr der
Verfahrenseröffnung:

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
1	1	5	6	19	28	55	105	432	652

1.1.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

1.1.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2020	2019
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'613	1'930
davon Fälle von Leichenhebungen	125	172
Sistierungsverfügungen	915	1'105
Einstellungsverfügungen	762	898
Strafbefehle	9'366	9'749
Anklageschriften	350	383
selbständige Einziehungsverfahren	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	21	60
Unzuständigkeitsentscheide	601	602
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	1	11
Übermittlungen an die Kantonspolizei	327	254
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	2'849	3'241
Nationale Rechtshilfesuche	14	33
Internationale Rechtshilfesuche	95	85
Klassierungen ohne Folge	148	125

1.1.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen

	2020	2019
rechtskräftige Strafbefehle	8'805	9'302
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	561	447
Total	9'366	9'749

1.1.1.2.3.3 Anklageschriften

	2020	2019
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	203	198
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	57	96
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	7	5
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	10	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	73	78
mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	0	1
Total	350	383

1.1.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters

	2020	2019
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe	0	11

Verfügungen des Strafvollzugsrichters

Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	0	3
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit	19	41
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	0
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2	5
Total	21	60

1.1.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2020	2019
0 bis 1 Monat	20.31%	21.02%
1 bis 2 Monate	23.73%	21.28%
2 bis 3 Monate	15.87%	17.20%
3 bis 6 Monate	23.93%	25.59%
6 bis 12 Monate	11.39%	10.92%
12 bis 18 Monate	2.77%	2.29%
18 bis 24 Monate	1%	0.78%
24 bis 36 Monate	0.46%	0.51%
mehr als 36 Monate	0.54%	0.41%

1.1.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart¹⁷

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2020	2019
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	15	11
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	12	6
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	636	810
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	50	53
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	2'328	2'321
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	175	120
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	47	36
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	3'036	3'273
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4'311	4'761
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1'511	1'891
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	1'384	1'724
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2'331	2'764
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ¹⁸	2'741	3'154
Widerhandlungen «Covid-19»	501	---

¹⁷ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

¹⁸ Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.

1.1.1.2.4 Untersuchungshaft

	2020	2019
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	196	219
Anzahl Hafttage	19'734	19'973

1.1.1.2.5 Beschwerden

Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2020	2019
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	5	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	12

1.1.1.2.6 Verteidiger

	2020	2019
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	304 45	317 53

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

1.1.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2020	2019
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	3	2
Einsprachen gegen Strafbefehle	5	2

1.1.1.3 Das Personal

1.1.1.3.1 Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2020 zählte die Staatsanwaltschaft insgesamt 60.2 (VZÄ) Staatsanwälte und Mitarbeiter. Das Personal umfasst 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (15.9 VZÄ), die administrativen Mitarbeiter der Staatsanwälte (15.3 VZÄ), eine Wirtschaftsberaterin (0.9 VZÄ), sowie die Gerichtsschreiberpraktikanten (4 VZÄ). Dazu kommt das Personal des Empfangs (5.1 VZÄ), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ) sowie ein Lehrling (1 VZÄ). Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 83 Personen.

1.1.1.3.2 Coronavirus

Die im Jahr 2020 anhaltende Gesundheitskrise hat den reibungslosen Ablauf der Staatsanwaltschaft eingeschränkt. So erliess der Generalstaatsanwalt eine Richtlinie. Auch wurden verschiedene Mitteilungen an Anwälte und Verfahrensbeteiligte verschickt. Die Auswirkungen der Pandemie auf die Verfahren waren jedoch moderat.

Während der ersten Welle wurden etwa 100 Einvernahmen verschoben und 30 Gerichtsverhandlungen, an denen die Staatsanwälte teilnehmen sollten, abgesagt. Das Volumen der Strafanzeigen ging in diesem Zeitraum im Vergleich zu den Vorjahren zurück (- 448 Verfahren im Vergleich zu 2019) und die Zahl der abgeschlossenen Fälle überstieg die Zahl der registrierten Fälle (+ 147 Verfahren). Die Verlangsamung der Tätigkeit der Kantonspolizei hat sich für die Staatsanwaltschaft entlastend ausgewirkt. Diese konnte ihre Rückstände aufarbeiten.

Nachdem die Arbeit nach der ersten Welle wiederaufgenommen werden konnte, hatte die Staatsanwaltschaft eine grosse Anzahl von Anzeigen im Zusammenhang mit dem Coronavirus zu bearbeiten. Die Gesundheitskrise führte zur Entstehung neuer Straftaten, insbesondere im Zusammenhang mit der Übertretung von Vorschriften, die von den Behörden zur Eindämmung der Verbreitung des Virus erlassen wurden. So wurden aus der ersten Welle 541 Verfahren eröffnet. Neben diesen neuen kriminellen Handlungen sind auch Strafanzeigen (20 Verfahren) wegen zu Unrecht bezogener "Covid-Kredite" bei der Staatsanwaltschaft eingegangen. Es ist zu befürchten, dass diese Fälle die Wirtschaftseinheiten noch weiter belasten könnten.

Von Mai bis Mitte August 2020 musste die Staatsanwaltschaft zudem zwei ihrer fünf Einvernahmesäle schliessen.

Was die zweite Welle (Oktober bis Dezember) betrifft, so ist die Gesamtzahl der registrierten Verfahren im Vergleich zu den Vorjahren nur leicht gesunken (- 165 Einheiten im Vergleich zu 2019), während die Erledigungen leicht gestiegen sind (+ 120 Einheiten im Vergleich zu 2019). Die Folgen dieser zweiten Welle auf die Justiztätigkeit der Staatsanwaltschaft lassen sich nur schwer voraussagen. Die Situation scheint gegenwärtig dennoch unter Kontrolle zu sein. Dies konnte jedoch nur dank einer enormen Anstrengung seitens der Staatsanwälte und deren Mitarbeiter erreicht werden. Dieser erhebliche Aufwand rief Ende 2020 bei Mitarbeitern einen Erschöpfungszustand hervor. Die Arbeitsbelastung und die mit der Corona-Krise einhergehenden Änderungen der Arbeitsweise sind jedoch nicht die einzigen Ursachen für diese Erschöpfung. Diese finden ihren Ursprung sicherlich auch in der allgemein empfundenen Müdigkeit der Bevölkerung angesichts der anhaltenden Gesundheitskrise und der damit einhergehenden Einschränkungen.

1.1.1.3.3 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Die Direktion der Staatsanwaltschaft wollte auch im Jahr 2020 Schulungen für ihre Mitarbeiter anbieten. Anfang des Jahres erstellten der spezialisierte Staatsanwalt Philippe Barboni und seine Gerichtsschreiber einen Bericht über die Situation im Zusammenhang mit den Betäubungsmitteln. Ausserdem wurde eine zweite Schulung in "Neurolinguistischem Programmieren (NLP)" durchgeführt, die von einem externen Referenten geleitet wurde. Weitere Schulungen wurden wegen der Krise nicht durchgeführt.

Andere Projekte wurden durch die Gesundheitskrise verlangsamt oder auf Eis gelegt. Im Rahmen eines Pilotprojektes hat sich die Staatsanwaltschaft betreffend der jährlichen Beurteilungen ihrer Mitarbeiter angeboten, die von der Abteilung Personal und Organisation des Kantons Freiburg neu erstellten Beurteilungsbögen zu verwenden. Die Verwendung dieser Fragebögen wurde jedoch sistiert.

Im Jahr 2020 hat der Generalstaatsanwalt den Rapport über das Jahr 2019 erstellt und 41 Direktionssitzungen, wobei eine grosse Anzahl in Videokonferenz durchgeführt wurden, einberufen. Obwohl keine Plenarsitzung der Staatsanwälte stattfand, hielt der Generalstaatsanwalt dennoch 4 Treffen mit einer Delegation von Staatsanwälten ab, die als "Stockwerk-Verantwortliche" benannt wurden, um sie in die internen Massnahmen zur Bekämpfung der Gesundheitskrise einzubeziehen. Schliesslich traf der Generalstaatsanwalt im Laufe des Jahres mit allen Staatsanwälten in bilateralen und formalisierten Treffen zusammen. Darüber hinaus wurden zusätzlich zu den Ad-hoc-Mitteilungen im Zusammenhang mit der Pandemie weiterhin wöchentlich interne Informationen durch Nachrichten auf der Intranetseite der Staatsanwaltschaft bereitgestellt. Am 31. Dezember 2020 verfügte die Staatsanwaltschaft über 35 Richtlinien (von denen 23 auf ihrer Website veröffentlicht waren) und 43 Wegleitungen.

Im Laufe des Jahres hat die Staatsanwaltschaft auf Fragen von Parlamentariern geantwortet und sich anlässlich von 11 Vernehmlassungen zu Entwürfen oder Änderungen von Bundesgesetzen geäussert. Die Staatsanwaltschaft verzichtete in sieben weiteren Vernehmlassungsverfahren auf eine Stellungnahme, weil sie die neuen Bestimmungen

oder Änderungsvorschläge entweder vorbehaltlos begrüsst oder feststellen musste, dass sie davon nicht betroffen ist.

Im Jahr 2020 hat die Staatsanwaltschaft die letztes Jahr initiierte Zusammenarbeit mit dem Verein Mediation Freiburg weitergeführt und Fälle an die Mediation weitergeleitet, um eine Beilegung des Streits zwischen den betroffenen Parteien zu erreichen. Dies wurde insbesondere in denjenigen Fällen vorgenommen, in welchen sich herausstellte, dass der Streit ältere Ursachen hatte als die vorgebrachten Tatsachen (insbesondere bei Konflikten zwischen Nachbarn oder Angehörigen derselben Familie). Eine Überprüfung dieser Pilotphase wird im Jahr 2021 durchgeführt.

Die Staatsanwaltschaft war weiterhin an der Analysearbeit der Justiz beteiligt, die vom Justizamt durchgeführt wird und an welcher der Generalstaatsanwalt und die Chefgerichtsschreiberin beteiligt waren. Der zweite Teil der Arbeiten hat begonnen und wird voraussichtlich im Laufe des Jahres 2021 abgeschlossen.

Als Präsident der Schweizerischen Staatsanwaltskonferenz (SSK) von 2016 bis 2019 wurde der Generalstaatsanwalt am 1. Januar 2020 wieder (einfaches) Mitglied des Vorstands, bevor er im November 2020 aufgrund des Ausscheidens des Amtsinhabers zum Vizepräsidenten gewählt wurde. In einem Kontext, in dem der Föderalismus seine Grenzen aufzeigt, sei es im Bereich der Gesundheit, im Kampf gegen bestimmte globalisierte Phänomene (Cyberkriminalität, Terrorismus) oder bei der Harmonisierung der Computerforensik der verschiedenen Kantone und des Bundes, ist eine starke freiburgische Beteiligung in der SSK notwendig. Freiburg hat den Vorteil, von der deutschsprachigen und französischsprachigen Kultur durchzogen zu sein. Dies ermöglicht es seinen Vertretern pragmatische Lösungen zu finden, die die verschiedenen Regionen der Schweiz zusammenbringen. Als Vorsitzender der Arbeitsgruppe "Harmonisierung der Sanktionen" des SSK konnte der Generalstaatsanwalt die Konferenz schnell zur Verabschiedung einer Tabelle mit Empfehlungen für Sanktionen im Zusammenhang mit Massnahmen zur Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus bewegen, die in der ganzen Schweiz gut aufgenommen wurden. Im Namen der SSK nahm der Generalstaatsanwalt auch an zwei Anhörungen vor der Rechtskommission des Nationalrats teil, die die Strafprozessordnung und die Frage der strafrechtlichen Ausschaffung betrafen. Zudem ist er Mitglied der Kommission für Strafrecht der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorenkonferenz und der Arbeitsgruppe "Finanzierung der Telefonüberwachung". Neben diesen Funktionen ist der Generalstaatsanwalt noch Präsident der Freiburger Richter- und Staatsanwaltsvereinigung sowie Mitglied der IT-Kommission der Justizbehörden (CIAJ) und der COPIL E-Justice sowie der Analyse der Kriminalpolizei. Schliesslich war er Referent beim CAS in Public Management, das von Professor Yves Emery organisiert wurde.

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach ist Mitglied der Kommission Wirtschaftskriminalität der SSK (WIKRI). Zusammen mit dem Chefgerichtsschreiber vertritt sie den Kanton Freiburg in der französischsprachigen Arbeitsgruppe für die Ausbildung von Übersetzern. Auf kantonaler Ebene ist die stellvertretende Generalstaatsanwältin Mitglied des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit, der Kommission für die bedingte Straferlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit sowie der Arbeitsgruppen „Dialog Gesundheit-Justiz“, „Umzug des Zentralgefängnisses“ und „Leichenhebung“. Schliesslich unterrichtet sie am interregionalen Polizei-Ausbildungszentrum¹⁹ (IPAZ) und erteilt Kurse für Anwaltspraktikanten.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Vizepräsident der „Conférence latine des procureurs“²⁰ (in welcher er am 1. Oktober 2020 zum Präsidenten ernannt wurde), Mitglied des Justizrates und verschiedener Arbeitsgruppen der Kantonspolizei (Kriminalpolizei und Gendarmerie), insbesondere jener für Strassenverkehr, welcher auch die Kommission für Administrativverfahren im Strassenverkehr sowie die Oberämter angehören, und jener für den Kampf gegen organisierte Kriminalität und für den Transport der Gefangenen. Er ist ausserdem Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Kantonspolizei Freiburg und bei der „Ecole romande de la magistrature pénale“ und unterrichtet im Rahmen des CAS in Jugendstrafrecht. Schliesslich unterrichtet er an der IPAZ und nimmt an deren fiktiven Prozessen teil.

Die hauptsächlich für die Personalverwaltung zuständige Chefgerichtsschreiberin Isabelle Chablais, ist auch Mitglied des Lenkungsausschusses für die Analyse der Gerichtsbehörden. Der Chefgerichtsschreiber Raphaël Brenta ist

¹⁹ Nachfolgend IPAZ.

²⁰ Nachfolgend CLP.

Mitglied der von der Kantonspolizei eingesetzten "Justizkommission" und der Arbeitsgruppe zur Umsetzung des Bundesgesetzes über die Verbesserung des Schutzes gewaltbetroffener Personen, welche ihre Arbeiten im Frühling 2020 beendet hat. Schliesslich ist Kanzleichef Mathieu Chappuis für die allgemeine Verwaltung und die Buchhaltungsabteilung zuständig. Er ist Mitglied der Arbeitsgruppe des Informatikbüros der Gerichtsbehörden, des COSPEC (Fachausschuss) E-Justiz und der Immobilienkommission der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg.

Als Sprecher der Staatsanwaltschaft haben der Chefgerichtsschreiber und die Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins die Anfragen der Medien beantwortet (152 im Jahr 2020 gegenüber 126 im Jahr 2019) und 5 Pressemitteilungen verfasst und verbreitet (ebenfalls 5 im Jahre 2019). Die Staatsanwaltschaft organisierte für die Journalisten dank ihrer Mitarbeiter Serge Molliet und Aline Frossard 52 (67 im Jahr 2019) Einsichtnahmen in die Sammlungen der Verfügungen. Schliesslich ist der Chefgerichtsschreiber Mitglied der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (SKIS/CCCMP), in welcher er den Vorstand im November 2020 verlassen hat.

1.1.1.3.4 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

Am 1. Januar 2020 hat Stéphanie Amara ihre Stelle als Staatsanwältin angetreten. Sie konnte dabei von ihren Erfahrungen als frühere Gerichtsschreiberin und Ad-hoc-Staatsanwältin profitieren, was ihr einen effizienten Start als Staatsanwältin ermöglichte. Die Gerichtsschreiberin Sonja Hurni setzte zudem zu einem Beschäftigungsgrad von 60% die Vertretung von Staatsanwältin Catherine Christinaz als Ad-hoc-Staatsanwältin fort, bis diese Ende Juni 2020 von einer Arbeitsunterbrechung zurückkehrte.

Die Staatsanwälte haben 2020 ebenfalls als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- bei der IPAZ, als Lehrer: Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- beim Departement für Sonderpädagogik der Universität Freiburg als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;
- beim Verband der Freiburger Anwaltspraktikanten (FAPV) (Vorbereitung auf die Anwaltsprüfung Strafrecht): Jean-Luc Mooser;
- bei der Hochschule für Gesundheit Freiburg als Lehrbeauftragte: Stéphanie Amara.

beziehungsweise als Mitglied:

- der Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (Ersatzrichter);
- der Kommission der SSK und der CLP: Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“ und „Psychiatrie und Rechtsmedizin“), Patrick Genoud (Transportkommission), Catherine Christinaz (COMAMAL, Arbeitsgruppen „Organisierte Kriminalität“ und „Sicherheit der Magistraten“), Philippe Barboni und Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- des Direktionsbüros der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM): Catherine Christinaz;
- der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Marc Bugnon;
- der kantonalen beratenden Kommission im Bereich der Prostitution: Catherine Christinaz;
- der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;

- der Arbeitsgruppe „Bekämpfung von ungesittetem Verhalten“ : Christiana Dieu-Bach;
- der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- der Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Patrick Genoud;
- der Rekurskommission der Universität: Markus Julmy (Präsident);
- der Arbeitsgruppe „FMÜ Architekturboard“: Frédéric Chassot;
- der Arbeitsgruppe „Cybercase“: Frédéric Chassot;
- der Arbeitsgruppe „Human Resources“ im Rahmen des Projekts „Personalpolitik“: Marc Bugnon;
- und der Arbeitsgruppe mit der Polizei „Diskriminierung und Hass gegen LGBT+-Minderheiten“: Stéphanie Amara.

1.1.1.3.5 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

Im Jahre 2020 stellte die Staatsanwaltschaft Laurie Chevalley, Kyra Rappo, Nicole Bort, Louise Reymond, Jeanine Trinchan, Coline Barbey et Claire Devaud als Sekretärinnen, beziehungsweise Linda Mantelli, Simon Nikles, Pascal Betticher et Noémie Nein als Gerichtsschreiber ein. Die Staatsanwaltschaft hat zudem einen neuen Lehrling, Cosette Roulin, angestellt. Des Weiteren hat die Staatsanwaltschaft acht Juristen nach Erwerb ihres Masterdiploms die Möglichkeit geboten, ein Gerichtsschreiberpraktikum für die Dauer von sechs Monaten zu absolvieren wenn auch sich die Ankunft mehrerer Praktikanten bei der Staatsanwaltschaft im Frühjahr verzögerte. Zwei Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg wurden im Rahmen ihrer Seminararbeit zu einem zweimonatigen Praktikum begrüsst und vier IPAZ-Aspiranten der Kriminalpolizei wurden für ein jeweils eintägiges Praktikum empfangen.

1.1.1.3.6 Die Buchhaltungsabteilung

Die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft gewährte im Jahre 2020 2'121 (im Jahr 2019: 2'169)²¹ Ratenzahlungen, versandte in 4'431 (4'947) Fällen Mahnungen, in 1'368 (930) weiteren Fällen Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, leitete 312 (342) Betreibungen ein und behandelte 2'849 (3'241) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2020 CHF 6'274'074.86 (CHF 6'772'831.38), wobei das Budget einen Betrag von CHF 7'663'000.00 (CHF 7'427'700.00) vorsah. So wurden durch die Umwandlung von Bussen CHF 1'081'662.51 (CHF 1'420'905.39) einkassiert. Schliesslich nahm die Buchhaltungsabteilung im Jahre 2020 insgesamt 93'749 (104'281) Buchungen vor.

1.1.1.4 Diverses

Die Coronakrise hat zu einer Beschleunigung der internen Veränderungen geführt. Allen Mitarbeitern wurden Laptops zur Verfügung gestellt.

Ende des Frühjahrs führte die Staatsanwaltschaft eine interne Umfrage zum Thema Fernarbeit durch, um herauszufinden, welche Erfahrungen ihre Mitarbeiter mit der Fernarbeit während des Teil-Lockdowns gemacht haben und welche Erwartungen sie an diese Arbeitsform haben. Diese Umfrage hat auch aufgezeigt, welche Aufgaben in Fernarbeit ausgeführt werden können. Etwa 20 % der Staatsanwälte und Mitarbeiter entschieden sich im Sommer für eine teilweise Fortsetzung der Fernarbeit, indem sie eine Vereinbarung unterzeichneten. Kurz danach zwang eine erneute Verschlechterung der gesundheitlichen Situation die Staatsanwaltschaft erneut zur Heimarbeit.

²¹ Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel jeweils auf das Jahr 2019.

Was die Informatik betrifft, hat die Staatsanwaltschaft eine Sekretärin der Staatsanwaltschaft in die derzeit vom Informatikdienst des Bundes durchgeführten Tests zur Entwicklung einer neuen Version der Anwendung "VOSTRA" (Projekt NewVOSTRA), das heisst des Online-Strafregisters, entsandt. Der Test integriert auch die Plattform "goAML", welche ein sicheres Kommunikationsinstrument für den Austausch von Dokumenten (Anzeigen und Verfügungen) zwischen dieser Dienststelle und den Justizbehörden der Kantone darstellt und von der Meldestelle für Geldwäscherei (MROS) erstellt wurde.

1.1.1.5 Herausforderungen und Perspektiven

Die Strafprozessordnung erschwert die Arbeit von Polizei und Staatsanwaltschaft. Erstaunlich ist auch die Diskrepanz zwischen dem Willen der Bevölkerung, Verbrechen von den Behörden energisch bekämpft zu sehen, und dem Wunsch des Gesetzgebers, den Behörden ein Instrument an die Hand zu geben, das bei der Suche nach der Wahrheit nicht sehr wirkungsvoll ist. Das Strafverfahren ist dogmatisch geworden und führt manchmal zu unbefriedigenden Ergebnissen. Die Staatsanwaltschaft hofft daher, dass die anstehenden Änderungen der Strafprozessordnung die Arbeit von Polizei und Staatsanwaltschaft nicht weiter behindern.

Dolmetscher spielen eine wichtige Rolle in einem Strafverfahren. Seit 2017 werden sie von einer Arbeitsgruppe, die sich aus Vertretern der Staatsanwaltschaften der französischen Schweiz zusammensetzt, im Bereich Strafrecht und Strafverfahren geschult. Obwohl das Amt für Justiz die Stundensätze für Dolmetscher auf kantonaler Ebene festgelegt hat, fordert die Staatsanwaltschaft dennoch die Einführung detaillierter Regelungen für die Justizbehörden, um eine einheitliche Vergütung von Dolmetschern bei Ad-hoc-Einsätzen zu gewährleisten und unterschiedliche Praktiken zu vermeiden, insbesondere bei Absage oder Vertagung von Verhandlungen.

Schliesslich weist die Staatsanwaltschaft auf die entscheidende Bedeutung der Entwicklung der Informationstechnologie in den kommenden Jahren hin. Sie stellt fest, dass auf Bundesebene (HIJP, Justitia 4.0) oder auf kantonaler Ebene (E-Justice-Programm) eine Vielzahl von Projekten laufen, die sehr arbeitsintensiv sind. Neben diesen zukunftsweisenden Projekten erfordert der tägliche Einsatz von IT auch das Vorhandensein von kompetenten IT-Mitarbeitern in jeder Justizbehörde. Die diesen Behörden zugewiesenen Stellen sind jedoch nicht für die Unterstützung, sondern für die Bearbeitung der Fälle bestimmt, deren Zahl nicht abnimmt. Der Bedarf der Justizbehörden an Personal, das sich den IT-Aufgaben widmen kann, sollte nicht unterschätzt werden, weshalb in Erwägung gezogen werden sollte, die Justiz mit einer Einheit aus professionellen IT-Spezialisten auszustatten, die den Anwendern effektiv helfen und sie bei der Erforschung der notwendigen Entwicklungen unterstützen.

Beilage

1.1.2 Statistische Tabelle

Eingetragene Verfahren	14'445
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	12'954
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'491
Eingetragene französischsprachige Verfahren	12'333
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'112
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'416
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	8
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	21
Hängige Verfahren	4'422
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	172
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'613
Einstellungsverfügungen	762
Sistierungsverfügungen	915
Selbständige Einziehungsverfahren	0
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	602
Nationale Rechtshilfeersuche	14
Internationale Rechtshilfeersuche	95
Rechtskräftige Strafbefehle	8'805
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	561
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	2'849
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	203
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	57
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	7
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	10
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	73

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	21
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	196
Anzahl Hafttage	19'734
Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	5
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	3
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	5

Freiburg, den 20. Januar 2021

Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt

Raphaël Brenta
Chefgerichtsschreiber